

La France et l'Allemagne face à la crise : réponses conjoncturelles et réponses structurelles

La France et l'Allemagne sont frappées initialement par la crise pour des raisons assez différentes : arrêt du soutien de la demande intérieure par le crédit en France, chute des exportations en Allemagne. Dans les deux cas, le modèle de long terme de croissance est, au moins partiellement, remis en cause et est questionné :

- *en France, faiblesse de la croissance potentielle due à celle des gains de productivité, elle-même due à la nature des emplois créés. Cette faiblesse était compensée jusqu'à la crise par le crédit et sera révélée par le désendettement ;*
- *en Allemagne, compression des salaires et de la demande intérieure (ménages) pour soutenir la croissance par les exportations, en particulier vers le reste de l'Europe, et par les investissements liés ; si la croissance du commerce mondial devient durablement plus faible, cette stratégie sera elle aussi pénalisée.*

Ces deux pays :

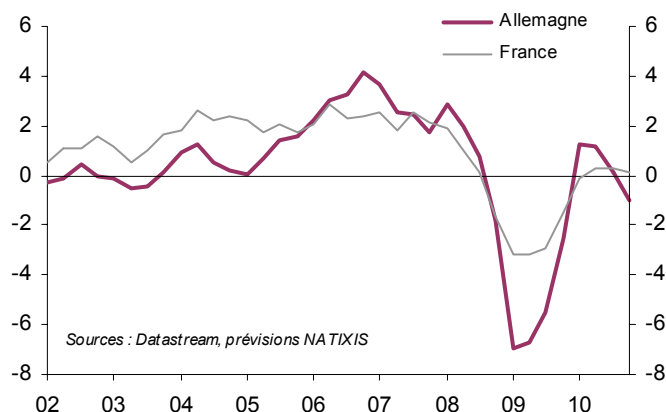
- *ont été assez prudents dans la mise en œuvre des politiques budgétaires expansionnistes (à la différence des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Espagne...), ce qui montre qu'ils considèrent que le problème n'est pas de nature cyclique mais concerne le modèle de long terme de croissance. Il reste à savoir si c'est vraiment le cas en Allemagne ou s'il faudrait réagir davantage aux cycles devenus très amples avec le poids des exportations ;*
- *ont peu fait pour modifier ce modèle de croissance à long terme : la France devrait monter en gamme et ne pas soutenir inutilement les industries « traditionnelles » que la crise va affaiblir davantage encore en raison du désendettement et du recul de la demande ; l'Allemagne devrait réfléchir aux moyens (partage différent des revenus par exemple) d'obtenir que la croissance soit (un peu) soutenue par sa demande intérieure si le soutien par le commerce mondial s'affaiblit.*

L'Allemagne a l'avantage sur la France de pouvoir déformer le partage des revenus en faveur des salariés sans grand danger.

Des causes initiales différentes pour la crise en France et en Allemagne

Le recul de l'activité est net en 2009 en France et encore plus en Allemagne (graphique 1).

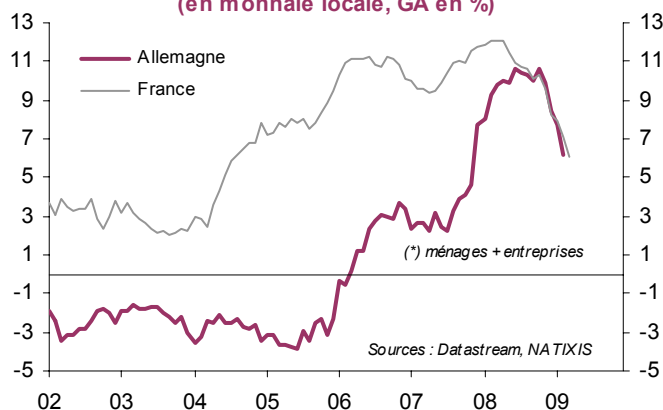
Graphique 1
PIB en volume (GA en %)



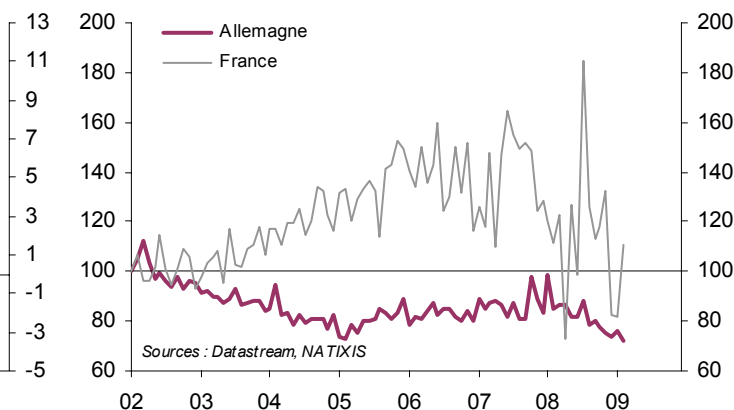
Il résulte des mécanismes amplificateurs habituels des récessions (pertes d'emplois, recul des investissements des entreprises) mais est **dû initialement à des causes différentes** :

- **en France, l'arrêt de l'endettement (graphique 2)** qui soutenait la demande aussi bien des ménages que des entreprises (graphiques 3a/3b) ;
- **en Allemagne, la chute des exportations (graphique 4a)**, due au recul du commerce mondial, et démultipliée par la taille très grande des exportations (graphique 4b).

Graphique 2
Crédit bancaire au secteur privé*
(en monnaie locale, GA en %)

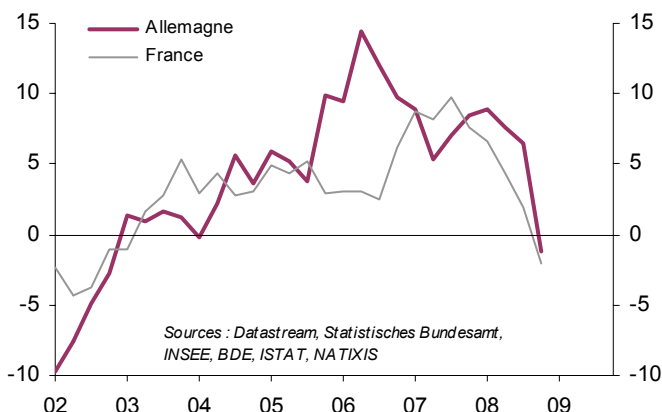


Graphique 3a
Mises en chantier (100 en 2002:1)



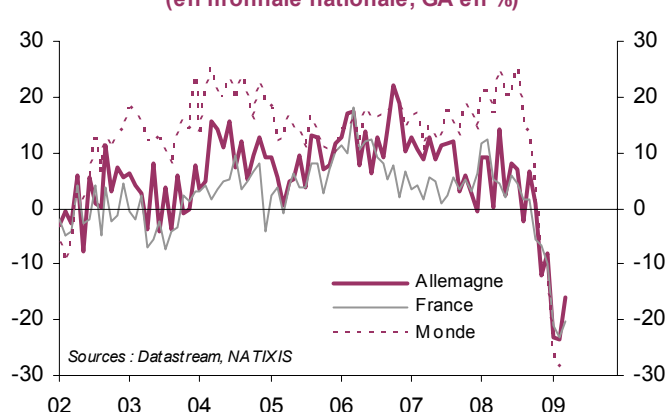
Graphique 3b

Investissement productif (Volume, GA en %)



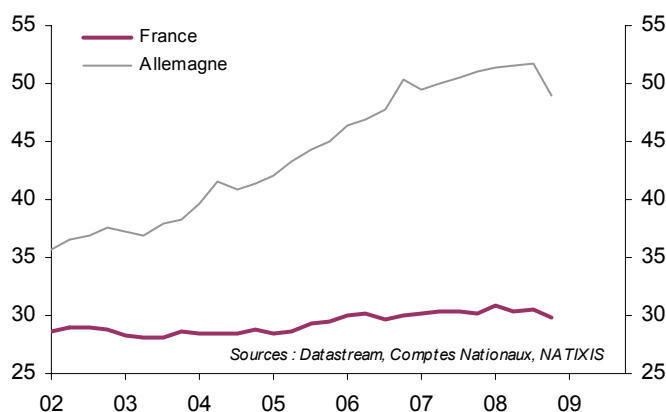
Graphique 4a

Exportations totales en valeur (en monnaie nationale, GA en %)



Graphique 4b

Exportations (volume, en % du PIB)



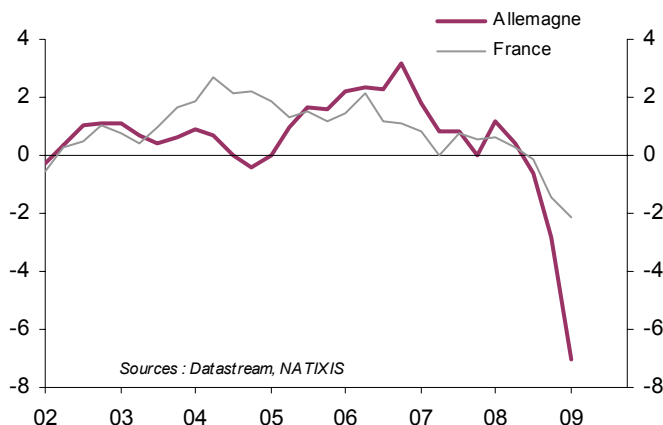
La crise a lancé dans les deux pays un débat sur **la nature des politiques économiques appropriées, aussi bien à court terme qu'à long terme.**

Les modèles de croissance à long terme des deux pays remis en cause ?

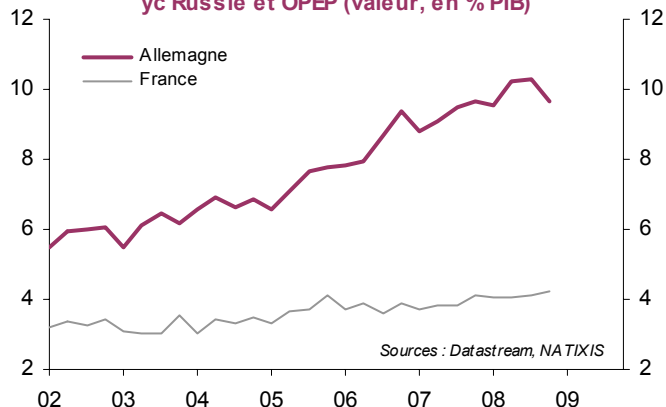
La réflexion porte en effet non seulement sur la réaction conjoncturelle à la crise mais sur les possibles effets de la crise sur le modèle de croissance à long terme des pays :

- en France, **la croissance potentielle est faible** en raison de la faiblesse des gains de productivité (**graphique 5**) ; ceci révèle **l'insuffisance de l'effort de montée en gamme de l'industrie**, visible aussi au faible poids des exportations vers les pays émergents (**graphique 6a**), à l'évolution des exportations et à la contribution du commerce extérieur à la croissance (**graphiques 6b/6c**). **Ce handicap de l'économie française a été masqué jusqu'à la crise par la montée de l'endettement, et est clairement mis au jour dès qu'il y a désendettement.** S'il y a désendettement durable, la croissance en France sera durablement faible ;

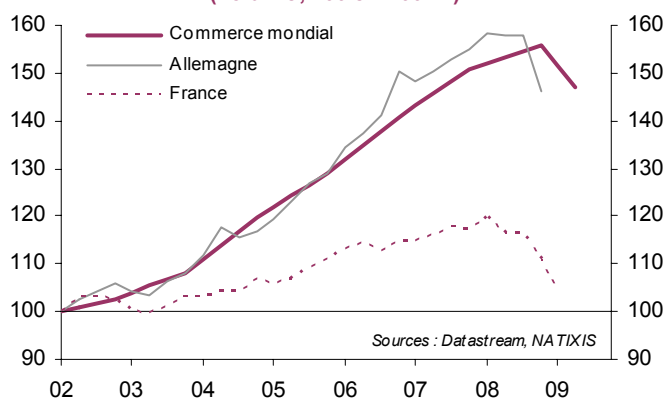
Graphique 5
Productivité par tête (GA en %)



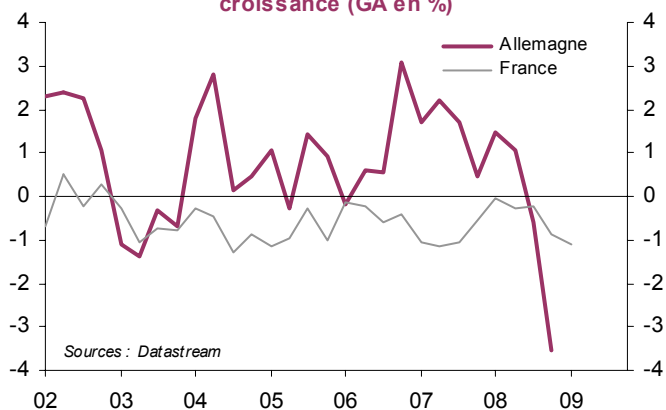
Graphique 6a
Exportations vers l'ensemble des émergents
yc Russie et OPEP (valeur, en % PIB)



Graphique 6b
Commerce mondial et exportations
(volume, 100 en 2002:1)

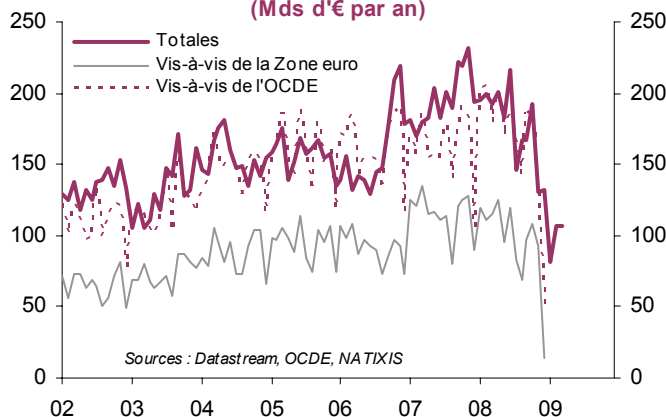


Graphique 6c
Contribution du commerce extérieur à la
croissance (GA en %)

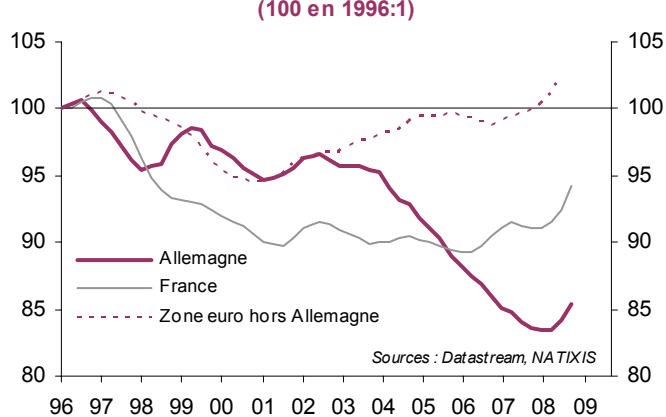


- en Allemagne, la croissance a été tirée par les exportations (graphiques 6b/6c plus haut) et par les investissements associés. L'amélioration du commerce extérieur de l'Allemagne se situe surtout vis-à-vis des autres pays européens et de l'OCDE (graphique 7) et a été obtenue par la compression des coûts salariaux (graphiques 8a/8b).

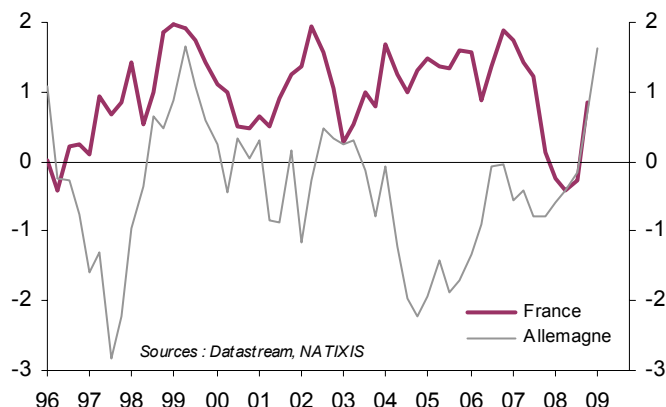
Graphique 7
Allemagne : balance commerciale
(Mds d'€ par an)



Graphique 8a
Coût salarial unitaire manufacturier
(100 en 1996:1)

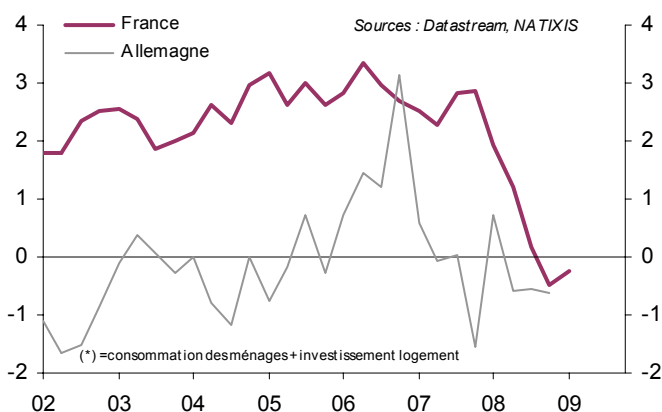


Graphique 8b
Salaire réel par tête (déflaté par CPI, GA en %)

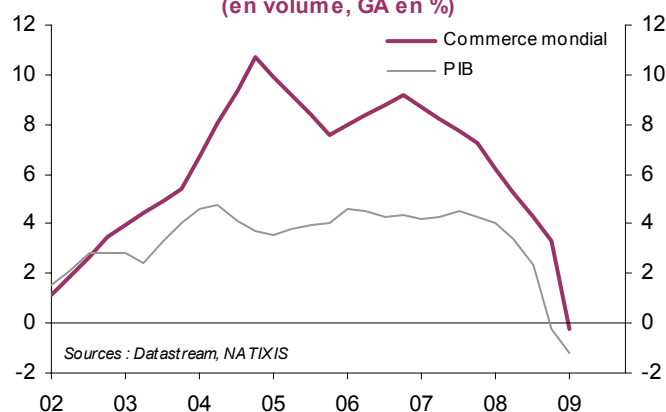


Le coût de cette politique a été évidemment **la faiblesse de la demande des ménages (graphique 9)**. Si, dans le futur, **le commerce mondial reste durablement déprimé (graphique 10)**, cette stratégie de l'Allemagne sera durablement pénalisante, compte tenu du rôle et du poids des exportations.

Graphique 9
Demande des ménages* (Volume, GA en %)



Graphique 10
Monde : Commerce et PIB (en volume, GA en %)



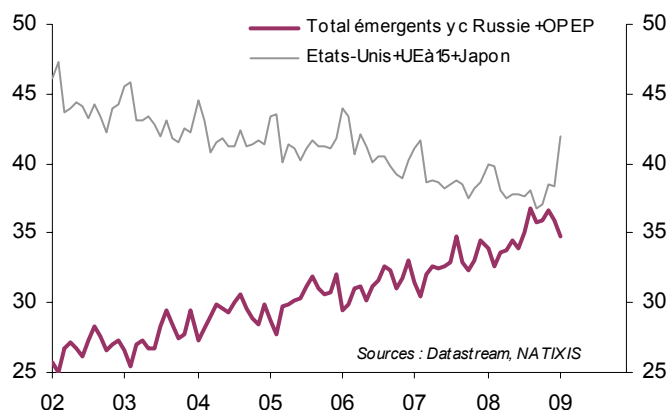
S'il y a **désendettement durable** aux Etats-Unis, en Europe, **le commerce mondial sera durablement affaibli, puisqu'il est largement composé de biens durables achetés à crédit** ou de biens intermédiaires liés à la demande de biens durables (**tableau 1**) : ceci affaiblirait durablement les exportations de l'Allemagne et compromettrait son modèle de long terme. **Mais on ne croit pas non plus que le commerce mondial devienne très faible**, avec le poids croissant des pays émergents qui retrouveront une croissance forte (**graphique 11**), avec les investissements en infrastructures.

Tableau 1
Exportations de biens d'équipement+autos+matériel de transport+biens intermédiaires (en % du total)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Monde	53,8	51,7	51,3	51,4	50,0	49,0	46,6	46,2	45,5

Sources : Chelem, Natixis

Graphique 11
Importations en % du Monde (valeur, en \$)



Réactions de politique économique à la crise

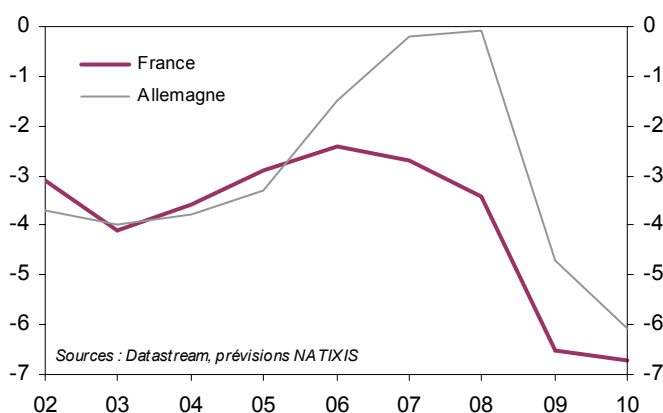
On a vu en Allemagne et en France :

- (1) la prudence de la réaction de la politique budgétaire par rapport aux autres pays (graphiques 12a/12b), ce qui indique normalement que les gouvernements des deux pays pensent qu'il s'agit d'une crise structurelle et non d'une crise cyclique.

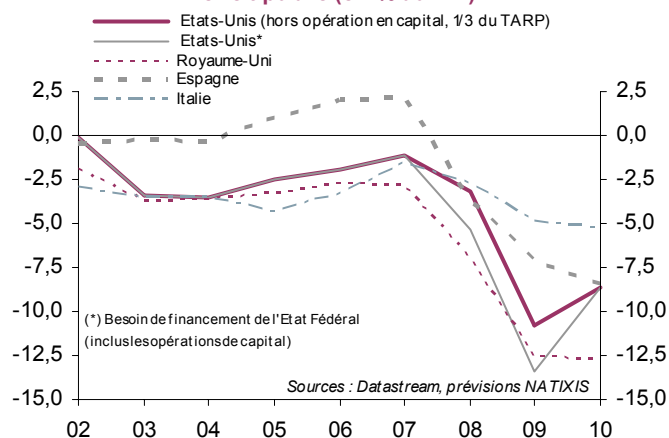
Ceci est probable pour la France : sans croissance de l'endettement, la croissance va être durablement faible avec la faiblesse de la croissance potentielle.

La question est importante pour l'Allemagne : l'économie allemande, dépendante des exportations (voir plus haut), est devenue très cyclique. Il serait donc normal que les politiques économiques deviennent très contracycliques, sauf si la vision est que la croissance va rester durablement faible, ce qui est donc implicitement la version du gouvernement allemand, sauf s'il refuse d'ajuster la politique économique au fait que l'économie est devenue très cyclique.

Graphique 12a
Déficit public (en % du PIB)



Graphique 12b
Déficit public (en % du PIB)



(2) l'absence de remise en cause du modèle de long terme.

En France, le plan gouvernemental (**tableau 2**) contient peu de dépenses qui pourraient conduire à une montée en gamme de l'économie, à des gains de productivité plus élevés. Au contraire, la prime à l'automobile, le soutien aux heures supplémentaires, les baisses de charges, perpétuent les emplois en place, soutiennent les activités traditionnelles.

En Allemagne, si le jugement est que le soutien par les exportations sera durablement plus faible après la crise, il serait raisonnable de stimuler la demande intérieure par une modification de la politique de partage des revenus. A la différence de la France, l'Allemagne connaît une déformation forte du partage des revenus au détriment des salariés (graphiques 13a/13b).

Tableau 2
Plans de relance

Allemagne

	En Mrd EUR		En % de PIB	
	2009	2010	2009	2010
Plan de relance 1	-2,6	-5,7	-0,1%	-0,2%
Déduction fiscale des travaux à l'habitat		-0,9		0,0%
Introduction du taux dégressif d'amortissement	-1,9	-4,3	-0,1%	-0,2%
Règles d'amortissement spécifiques pour les PME	-0,2	-0,4	0,0%	0,0%
Suppression temporaire de la vignette auto	-0,4	-0,1	0,0%	0,0%
Plan de relance 2	-21,8	-24,5	-0,9%	-1,0%
Aménagement des barèmes de l'impôt sur le revenu	-3,0	-6,0	-0,1%	-0,2%
Dépense publique d'investissement	-9,0	-9,0	-0,4%	-0,3%
Réduction des cotisations santé	-3,0	-6,0	-0,1%	-0,2%
Prime à la casse	-1,5		-0,1%	
Bonus enfant	-1,8		-0,1%	
Aides parental aux chômeurs de longue durée	-0,5	-0,5	0,0%	0,0%
Politique de l'emploi	-3,0	-3,0	-0,1%	-0,1%
Total			-3,0%	-4,4%

Source : Natixis

France

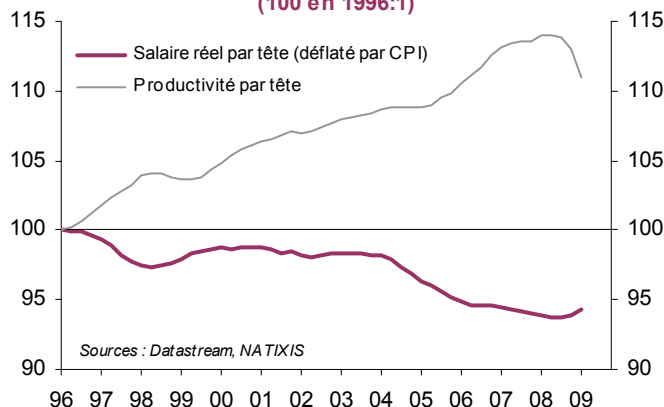
	Mds €	% PIB
Soutien des trésoreries d'entreprise (remboursement anticipé de créances fiscales...)	11,4	0,58%
Investissement public (infrastructures)	6,5	0,33%
Investissement quasi-public (SNCF, EDF, RFF...)	4	0,21%
Politique de l'emploi (exonérations de charges TPE...)	1,2	0,06%
Pouvoir d'achat (prime de solidarité active)	0,8	0,04%
Autres (logement, automobile...)	2,1	0,11%
Total	26	1,3%

Source : Natixis

+ plan de soutien aux constructeurs automobiles : 7,8 Mds d'euros (6,5 Mds de prêts sur 5 ans + 1,3 Mds de financements SFEF)
+ plan de soutien aux ménages : 2,6 Mds d'euros

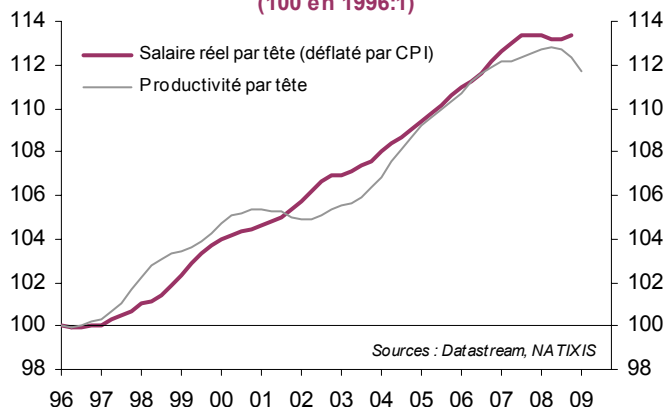
Graphique 13a

Allemagne : salaire réel et productivité par tête (100 en 1996:1)



Graphique 13b

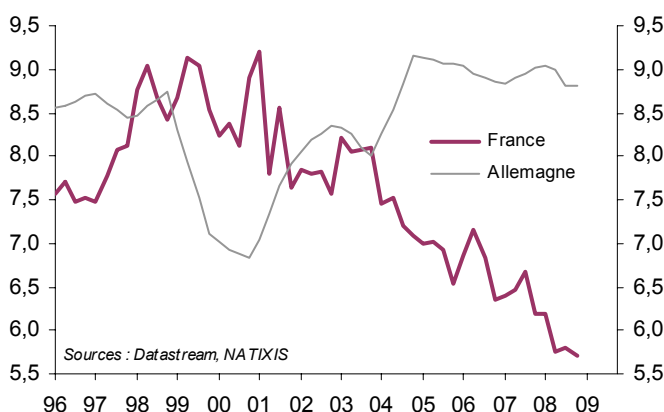
France : salaire réel et productivité par tête (100 en 1996:1)



Ceci permet, sans danger pour les entreprises, d'accroître plus rapidement les salaires réels : avant la crise, la profitabilité était beaucoup plus forte en Allemagne qu'en France (graphiques 14a/14b) grâce à la déformation du partage des revenus.

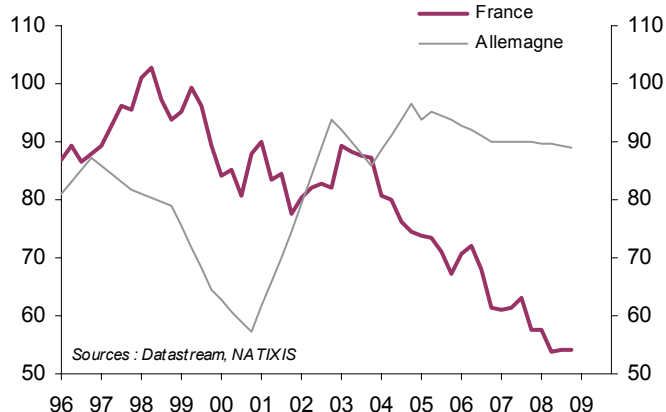
Graphique 14a

Taux de Profits net (en % du PIB)



Graphique 14b

Taux d'autofinancement



Synthèse : moins de problèmes structurels et davantage de marges de manœuvre en Allemagne qu'en France

La crise révèle les problèmes structurels des économies :

- en France la faiblesse de la croissance potentielle, de la capacité à exporter ;
- en Allemagne, la faiblesse de la demande intérieure et le caractère très cyclique de l'économie avec le poids des exportations.

La question centrale pour les politiques économiques est de savoir si le modèle antérieur de croissance à long terme doit être modifié :

- **pour la France, la réponse est positive** puisqu'il s'agissait de l'utilisation du crédit pour cacher la faiblesse de la croissance potentielle. Passer à une politique budgétaire très expansionniste (ce qui n'est pas fait) serait bien inopérant, **mais il faudrait changer la stratégie de long terme** (montée en gamme, nouvelles industries) et ne pas seulement essayer de sauver les emplois existants ;
- **pour l'Allemagne, la réponse est moins affirmative**, puisque le commerce mondial, même affaibli, continuera à augmenter plus vite que la demande intérieure, et que l'avantage comparatif industriel continuera à être utile.

Ceci pousserait à une stratégie assez différente de celle utilisée aujourd'hui par le gouvernement allemand :

- **politique budgétaire très contracyclique** pour refléter le caractère devenu très cyclique de l'économie allemande ;
- **politique de partage des revenus plus favorable aux salariés**, pour augmenter la contribution de la demande intérieure à la croissance.